



# Qui au Canada est en faveur d'une relance verte (et juste)?

—  
RAPPORT SOMMAIRE D'ECOANALYTICS, FÉVRIER 2021

Erick Lachapelle, Ph. D.

## Table des matières

3	Sommaire
5	Contexte
7	Question et méthodes
8	Résultats
8	Préférence par région
9	Données démographiques du soutien
10	Influences politiques et du genre
12	Prédicteurs psychographiques
16	Discussion et principales découvertes
18	Recommandations
20	Références
21	Annexe : Circonscriptions changeantes

## Sommaire

La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences majeures sur la santé, la prospérité et le bien-être général des gens au Canada. Elle a aussi créé des occasions d'apporter des changements non seulement pour freiner la propagation de la maladie, mais aussi pour résoudre des problèmes environnementaux et sociaux de longue date comme les changements climatiques et la croissance des inégalités.

Ce rapport sommaire examine l'appui de la population à la relance économique verte au Canada. L'analyse se fonde sur les résultats du sondage *Climat en mutation 2020*, réalisé au téléphone entre le 17 octobre et le 7 novembre 2020 auprès d'un échantillon aléatoire de résidents canadiens. Nous avons trouvé que les répondants sont divisés au sujet de ce qui devrait être la priorité du gouvernement en matière de dépenses de lutte contre la pandémie, mais que certaines caractéristiques démographiques et psychographiques sont associées à un appui ferme à la relance économique verte.

Plus précisément, nous avons constaté ce qui suit :

1. Une proportion importante des répondants indique préférer que les projets écologiques soient une priorité au chapitre des dépenses contre la pandémie. Presque la moitié (45 %) des répondants ont dit donner la priorité à une relance verte, alors que 55 % d'entre eux l'accordent plutôt à la remise sur pied des industries et des entreprises existantes aussi rapidement que possible. Bien que cela indique une division au sein de l'opinion publique, le niveau de soutien pour les projets écologiques comme dépenses de lutte contre la pandémie est remarquable quand on considère les coûts psychologiques associés à la pandémie et le désir, bien compréhensible, de retourner à la normale dès que possible.
2. Les préférences en matière de dépenses contre la pandémie sont uniformes dans le pays, sauf en Alberta, où on appuie nettement moins (32 %) la priorisation d'une relance verte.
3. D'un côté, la volonté de prioriser une relance verte est plus grande chez les partisans du NPD fédéral (67 %), chez les personnes qui se situent vers la gauche politique (65 %), chez les diplômés universitaires (51 %), chez les femmes (49 %) et chez les électeurs des circonscriptions plutôt stables (48 %).
  - De l'autre, nous trouvons un faible appui à la priorisation d'une relance verte chez les adeptes du Parti conservateur du Canada (PCC) (21 %), chez les personnes qui se déclarent de la droite politique (26 %) et du

centre politique (38 %), les électeurs dans une circonscription chaude et potentiellement changeante (37 %), les personnes sans diplôme universitaire (38 %) et les hommes (41 %).

4. Les partisans du PCC ne s'opposent pas tous à la priorisation d'une relance économique verte. En fait, les femmes partisans des conservateurs fédéraux sont autant en faveur d'utiliser la pandémie comme moyen de diversifier l'économie (investir dans les innovations, les énergies propres et la résilience des collectivités) que les femmes partisans du NPD fédéral et du PLC.
5. Le scepticisme face aux programmes de distribution gouvernementaux et celui face à la capacité des gouvernements de diriger la société vers un avenir carboneutre sont les deux caractéristiques psychographiques fortement associées à un faible appui à la priorisation d'une relance économique verte.
6. Même si les effets du choix de mots dans le cadre de la communication sur les dépenses de lutte contre la pandémie sont minimes (probablement en raison du vif intérêt du public pour la relance économique, sans égard à la perspective empruntée), on constate que l'appui augmente, auprès de certains publics (notamment les adeptes du NPD), lorsque l'expression « relance verte et juste pour tous » est utilisée.

Voici un résumé de nos recommandations (voir la section à cet effet pour en savoir plus) :

1. Visez des publics clés.
  - Mobilisez le soutien à une relance économique verte chez les résidents canadiens qui sont de gauche, ont un diplôme universitaire et sont des femmes.
  - Si vous cherchez l'appui des conservateurs, parlez plutôt aux conservatrices.
  - Concentrez vos communications en vue de la prochaine élection fédérale dans les circonscriptions potentiellement changeantes (où les résidents expriment peu de soutien à la relance verte) tout en ciblant les femmes (qui ont tendance à davantage la soutenir). Pour voir la liste des circonscriptions changeantes clés, consultez l'annexe à la fin du document.

2. Peaufinez votre message.
  - Communiquez les vertus d'une relance économique verte et des solutions fondées sur la nature. Cette approche, entre autres tactiques, pourrait contrer, ou ne pas susciter, le scepticisme courant envers les programmes de redistribution des gouvernements et leur capacité à décarboniser l'économie.
  
3. Utilisez des expressions inclusives.
  - Testez l'emploi de « relance verte et juste pour tous » plutôt que « relance verte ». Soulignez aussi que les investissements dans la relance verte favorisent la protection de l'environnement et les technologies vertes et centrez votre message autour des préoccupations générales concernant les inégalités, l'entraide au sein de nos collectivités et la création d'une société juste pour tous.

## Contexte

La pandémie de COVID-19 a eu des conséquences majeures sur la santé, la prospérité et le bien-être général des gens partout au pays. Elle a aussi créé des occasions d'apporter des changements qui visent non seulement à limiter la propagation de la maladie, mais aussi à résoudre des problèmes environnementaux et sociaux de longue date comme les changements climatiques et la croissance des inégalités. D'ailleurs, le discours du trône du gouvernement fédéral de septembre 2020 (« Un Canada plus fort et plus résilient ») comprend une section intitulée « Rebâtir en mieux — une stratégie pour améliorer la résilience de la classe moyenne » (gouvernement du Canada, 2020). Cela répondait aux demandes de ceux qui réclamaient des investissements importants dans des projets sociaux et écologiques, tandis que d'autres — dont des membres du caucus libéral fédéral qui s'inquiètent d'autres enjeux et des dépenses trop ambitieuses requises pour une relance économique verte — s'en offusquaient.

Ainsi, comme les gouvernements investissent des sommes sans précédent dans la lutte contre la pandémie, l'idée qu'une relance économique bien conçue puisse impliquer une croissance de la production d'énergies propres au cours des décennies à venir gagne du terrain. Une étude récente publiée dans la revue *Science* suggère que si une fraction seulement des 12 billions de dollars investis par les gouvernements dans la relance économique jusqu'à présent était investie plutôt dans

les énergies propres et l'efficacité énergétique, le monde serait à nouveau en voie d'atteindre les cibles de l'Accord de Paris sur le climat tout en créant des emplois et en améliorant la santé publique (Andrijevic et collab., 2020). Pendant ce temps, un certain nombre de groupes de défense de l'environnement ont mis au point des campagnes pour la « reconstruction en mieux » et ont fait la promotion d'une « relance économique verte (et juste) ». Toutefois, des doutes planent sur l'efficacité de ces campagnes sur le plan du soutien suscité et des publics ciblés. Une étude publiée dans *The Journal of Environmental Psychology*, par exemple, avance que d'appliquer une perspective positive à la pandémie en tant que test pour la crise climatique n'accroît pas les préoccupations liées aux changements climatiques ni les mesures d'atténuation en la matière, tandis que de recadrer négativement la pandémie afin de mettre la crise environnementale sur la glace fait diminuer l'appui du public à l'action pour le climat (Ecker et collab., 2020). Bien qu'il ne s'agissait pas exactement d'un test direct de présentation de la relance verte, cette étude révèle les défis de la communication sur la nécessité d'agir contre les changements climatiques pendant une pandémie.

## Question et méthodes

Dans ce rapport d'analyse sommaire, nous étudions les préférences des résidents en ce qui a trait aux dépenses liées à la lutte contre la pandémie afin de répondre à la question suivante :

*Quels Canadiens appuient le plus la priorisation des projets écologiques dans le cadre de la relance?*

Nous y répondons en examinant les données tirées du sondage *Climat en mutation 2020* d'EcoAnalytics. Précisément, nous nous concentrons sur la question « Changement », une question à choix forcé où l'ordre des réponses variait afin de contrer les effets de l'ordre des réponses.

*Question 1. Changement.*

*Il a été beaucoup question de ce que les gouvernements du Canada devraient prioriser en vue de la relance post-pandémie. Certains (D'autres) disent...*

*... que le Canada devrait profiter de la relance pour diversifier son économie en investissant dans l'innovation, l'énergie propre et des communautés plus résilientes.*

*... que le Canada doit se concentrer à remettre sur pied le plus rapidement possible les industries et les entreprises existantes et revenir à la vie telle qu'elle était.*

*Quel énoncé correspond le mieux à votre avis? Une relance économique verte doit être la priorité. Remettre les industries et les entreprises existantes sur pied devrait être la priorité.*

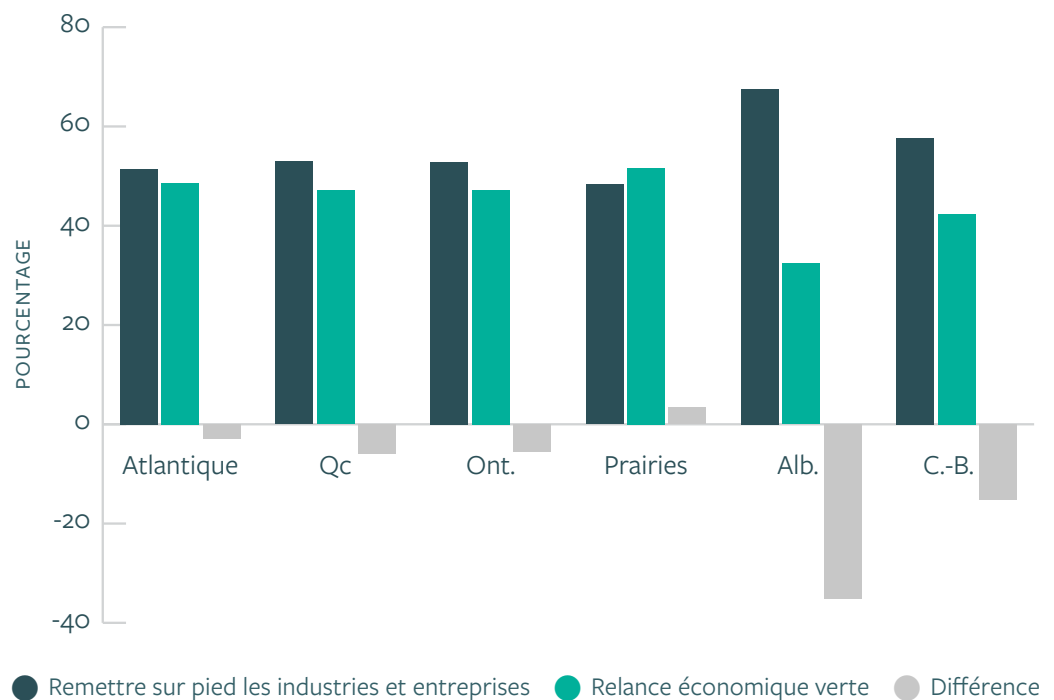
Le sondage *Climat en mutation 2020* a utilisé la composition téléphonique aléatoire pour joindre un échantillon de 1 000 Canadiens âgés d'au moins 18 ans. Un échantillon à base double (chevauchement de téléphones filaires et de téléphones cellulaires) a été utilisé. Des quotas voulant que 400 sondages soient réalisés auprès de répondants par téléphone cellulaire et 600, auprès de répondants par téléphone filaire ont été instaurés. Les entrevues se sont déroulées du 17 octobre au 7 novembre 2020 et ont duré en moyenne 17 minutes. Afin de faire en sorte que les données recueillies représentent bien la population canadienne, des facteurs de pondération fondés sur la région, sur l'âge et sur le genre ont été appliqués. Le taux de réponse selon les normes de l'AAPOR a été de 10 %. Étant donné la taille de l'échantillon, les résultats peuvent être considérés comme exacts à  $\pm 3,10\%$ , 19 fois sur 20.

# Résultats

## Préférence par région

Nous nous penchons d'abord sur la distribution des réponses en général et par région. Aux fins de notre analyse, nous avons ignoré les réponses « Ne sait pas » et « Refus », ce qui nous laisse un échantillon de 936 répondants qui ont exprimé une préférence quant aux dépenses de lutte contre la pandémie.

**Figure 1 : Préférences en matière de relance économique, par région**



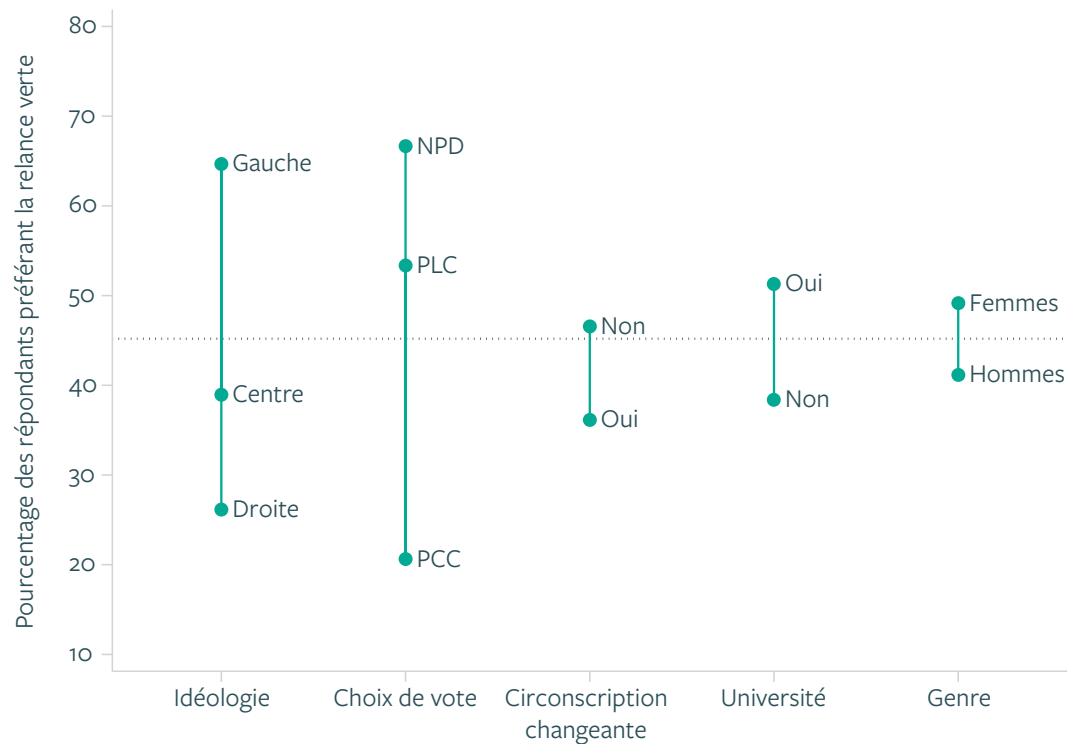
La première chose à remarquer dans la figure 1 est qu'en général, la proportion des répondants priorisant une relance économique verte est égale à celle des répondants priorisant une relance économique fondée sur les industries et les entreprises existantes. Parmi les répondants à cette question à choix forcé, environ 55% préfèrent la remise sur pied des industries et des entreprises aussi rapidement que possible, alors que 45% accordent la priorité à une relance économique verte. La « différence nette » (les barres grises) indique le pourcentage d'écart entre les deux réponses. À l'échelle nationale, nous observons environ 10% moins d'appui à la priorisation d'une relance verte qu'à la priorisation de la remise sur pied des industries et des entreprises existantes.



La figure 1 illustre aussi la distribution des réponses par grandes régions. L'Alberta est la seule région dont la proportion en faveur d'une relance verte est significativement plus petite (32 %) que la moyenne parmi les autres provinces (48 %). De plus, nous avons constaté un soutien similaire aux deux options dans chaque province, soit une proportion presque égale entre ceux qui soutiennent la relance verte et ceux qui veulent que les industries et les entreprises soient remises sur pied, sauf en Alberta, où le public est deux fois plus susceptible d'appuyer la priorisation des industries existantes (68 %) que de vouloir utiliser la relance pour diversifier l'économie (32 %).

## Données démographiques du soutien

**Figure 2 : Soutien d'une relance économique verte, par données sociodémographiques clés**



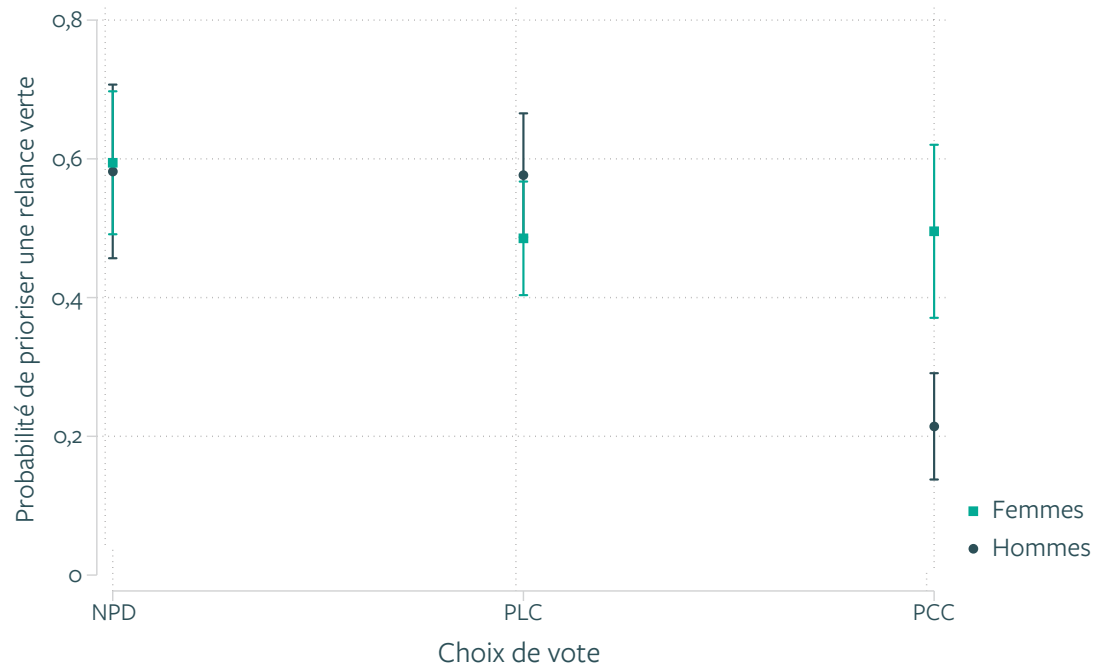
Nous avons examiné les caractéristiques sociodémographiques qui sont le plus en corrélation avec l'appui à une relance verte. La figure 2 illustre le pourcentage des répondants qui appartiennent à des sous-catégories démographiques clés et qui priorisent une relance économique verte. Les différences entre les autres groupes sociodémographiques ne sont pas aussi prononcées et ne sont donc pas significatives, d'où leur absence dans le rapport.

Dans l'échantillon complet, le niveau moyen de soutien à la priorisation d'une relance verte est de 45 %, comme l'indique la ligne pointillée à la figure 2. En plus de cette moyenne, la figure montre que les partisans du NPD (67 %) sont plus susceptibles de soutenir une relance économique verte, suivis des personnes se déclarant de la gauche politique (65 %), des titulaires d'un diplôme universitaire (51 %), des femmes (49 %) et des résidents du Canada vivant dans une circonscription électorale dont la représentation est relativement stable (48 %). Par contre, nous trouvons un soutien significativement moindre à la priorisation d'une relance verte et juste relativement à la remise sur pied des industries et des entreprises existantes chez les adeptes du PCC (21 %), chez les personnes qui se déclarent de la droite politique (26 %) ou du centre politique (38 %), chez les électeurs des circonscriptions chaudes ou potentiellement changeantes (37 %), chez les personnes sans diplôme universitaire (38 %) et chez les hommes (41 %).

## Influences politiques et du genre

Les préférences de parti politique représentent la plus forte corrélation d'ordre 0 (soit la simple corrélation entre deux variables sans neutraliser l'influence d'autres variables). Nous avons donc regardé de plus près le potentiel de variation au sein de ces groupes et recherché les différences au sein des groupes de partisans pour voir si tous les électeurs d'un certain parti voyaient du même œil la relance verte. Nous avons trouvé qu'au sein d'un même groupe d'électeurs, des personnes aux caractéristiques différentes avaient tendance à partager des opinions similaires au sujet de la relance verte, à une exception près.

**Figure 3 : Effet du choix de parti sur les préférences en matière de relance, conditionnel au genre**

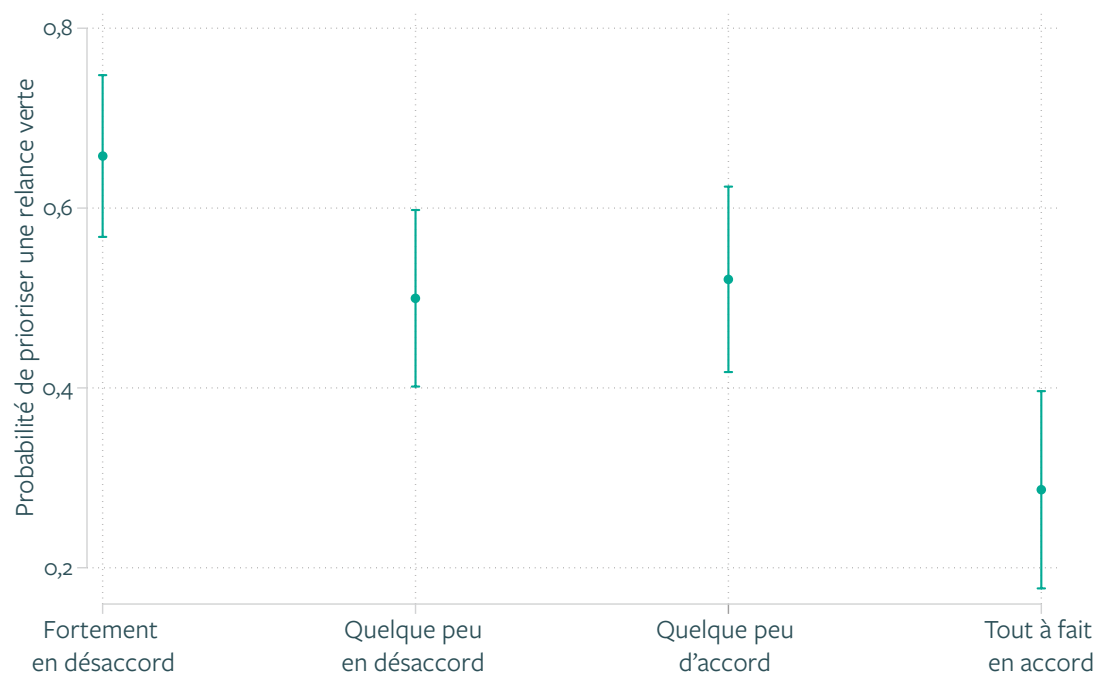


La figure 3 illustre la seule sphère où la préférence politique n'est pas uniformément prédictive de la préférence en matière de relance économique verte. Notre analyse se fonde sur un modèle de régression logistique multivariée qui prédit la probabilité d'appui à une relance économique verte conditionnelle à certains prédicteurs comme le choix de vote et le genre. Interpréter les données sous cet angle offre un peu plus de nuances. Bien que le choix de vote soit un prédicteur puissant des préférences de dépenses liées à la pandémie, nous voyons que le genre est aussi un facteur. Comme on l'a vu plus haut, les hommes et les femmes qui soutiennent le NPD et le PLC sont statistiquement indistinguables sur le plan de la probabilité de préférer une relance économique verte; or, nous observons que le genre influe sur le rôle des préférences partisans en ce qui a trait à la formation d'opinions à l'égard des dépenses de lutte contre la pandémie parmi les adeptes du PCC. Les femmes adeptes du PCC sont deux fois plus susceptibles que les hommes de prioriser des projets économiques écologiques dans le cadre des dépenses de lutte contre la pandémie. De plus, la probabilité que les partisans du PCC appuient une relance économique verte est la même que pour les partisans du NPD et du PLC réunies. Ainsi, ce ne sont pas tous les conservateurs qui partagent la même opinion quant aux investissements à faire dans le cadre d'une relance économique verte.

## Prédicteurs psychographiques

Nous avons aussi vérifié si des caractéristiques psychographiques particulières étaient prédictives des attitudes à l'égard des dépenses de lutte contre la pandémie. Nous avons testé toutes les variables présentes dans l'ensemble des données. Les deux prédicteurs les plus importants des préférences en matière de relance économique sont les attitudes envers les programmes de redistribution et l'efficacité des gouvernements.

**Figure 4 : Effet des opinions à l'égard de la redistribution de revenus sur les préférences en matière de relance**



Les programmes de redistribution du gouvernement rendent les gens paresseux

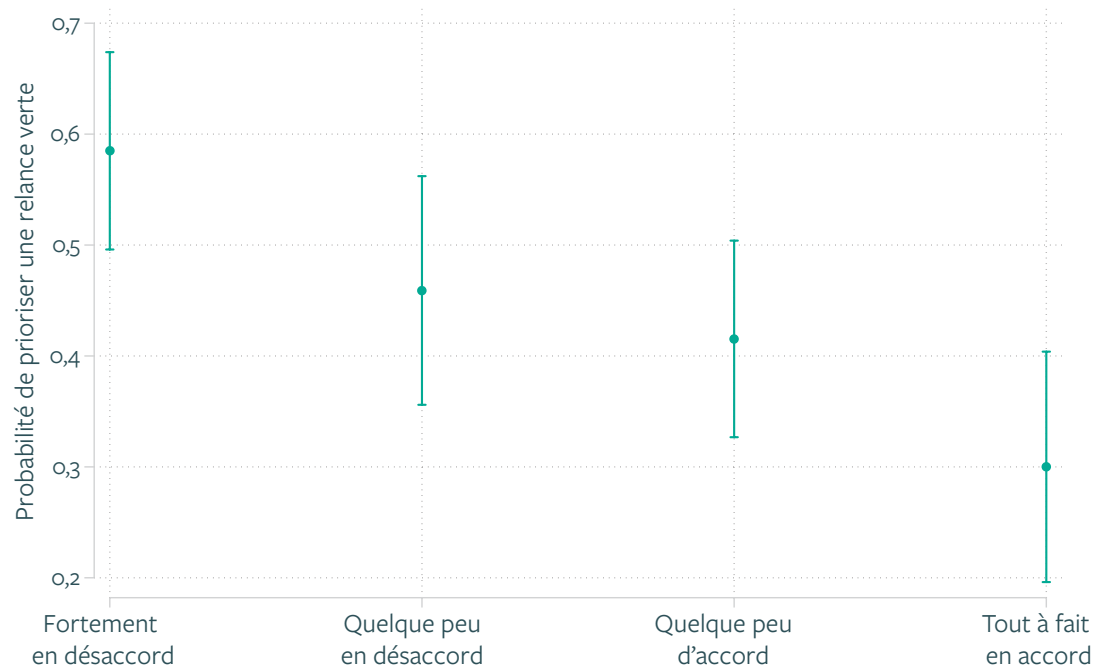
La figure 4 illustre la première des deux caractéristiques psychographiques qui, selon ce que nous avons observé, sont de puissants prédicteurs des attitudes à l'égard d'une relance économique verte. Précisément, nous nous sommes concentrés sur l'adhésion à l'énoncé « Les programmes gouvernementaux de redistribution du revenu rendent les gens paresseux ». Cette question est liée à l'idéologie, car elle renvoie à une dimension importante du débat politique de la droite, soit le rôle du gouvernement dans la redistribution de la richesse et le soutien du bien-être de ses citoyens. Elle est aussi particulièrement évocatrice dans le contexte des dépenses soutenues du gouvernement et des programmes de soutien économique en réponse à la pandémie. En effet, cet élément précis du sondage a été choisi

parce qu'il est très discriminant : il produit une variation substantielle parmi les répondants qui sont également répartis (45%/46%) entre le pour et le contre. Nous avons également constaté que la croyance générale que l'aide gouvernementale rend les gens paresseux a gagné du terrain depuis la dernière fois où cette question a été posée, à l'automne 2019, ce qui pourrait découler du débat, au cours de la pandémie, au sujet des effets de l'aide gouvernementale sur le marché du travail.

Comme l'indique la figure 4, ci-dessus, il existe un lien étroit entre l'opinion d'une personne sur les programmes de redistribution du gouvernement et son appui à une relance économique verte. Parmi les répondants qui sont fortement en désaccord avec l'idée que la redistribution entraîne de la paresse, la probabilité de soutien est de presque 70%. Autrement dit, chez les personnes qui sont fortement en désaccord avec cet énoncé, sept sur dix sont en faveur d'une relance économique verte. Ce chiffre diminue parmi les répondants à l'opinion moins tranchante sur les effets négatifs de l'aide gouvernementale, jusqu'à atteindre un plancher de 30% parmi les répondants fortement en accord avec l'énoncé. En soupesant la différence entre les deux, nous pouvons affirmer que les répondants en faveur des programmes de redistribution du gouvernement sont environ 40% plus susceptibles d'appuyer la diversification de l'économie canadienne et sa reconstruction de façon à ce qu'elle soit plus résiliente, comparativement aux répondants qui croient que les programmes gouvernementaux rendent les gens paresseux.

De façon similaire, nous avons trouvé une autre caractéristique psychométrique fortement associée aux préférences en matière de dépenses de lutte contre la pandémie, ce qui nous aide à comprendre le scepticisme de certains face à la relance verte. Cette caractéristique relève de la croyance que les gouvernements ne sont pas efficaces en ce qui a trait à la réduction des émissions.

**Figure 5 : Effet des opinions à l'égard de l'efficacité du gouvernement sur les préférences en matière de relance**



Les gouvernements ne sont pas capables de réduire les émissions de carbone

Comme la figure 4, la figure 5 se fonde sur un modèle de régression logistique multivariée qui prédit la probabilité d'appui à une relance économique verte conditionnelle à un certain nombre de prédicteurs. Plus précisément, nous examinons la relation entre l'appui à une relance économique verte et le degré d'accord (ou de désaccord) avec cet énoncé : « Même s'ils y mettent tous leurs efforts, les gouvernements ne seront pas capables de réduire significativement les émissions de carbone ». Cette relation est similaire sur le plan de la taille et de la direction : l'appui à une relance économique verte est environ deux fois plus élevé chez ceux qui sont fortement en désaccord (59 %) que chez ceux qui sont tout à fait en accord (30 %). En d'autres mots, la conviction que les gouvernements peuvent diriger la société sur le chemin de la réduction des émissions est fortement associée au soutien au fait d'utiliser la pandémie comme occasion de diversifier l'économie en investissant dans l'innovation, les énergies propres et la résilience des collectivités.

Une étude approfondie de ces variables a révélé que les femmes qui votent pour les conservateurs se distinguent des hommes qui votent pour ce même parti sur le plan de leur propension à adopter ces attitudes qui sont en corrélation inverse avec les préférences pour une relance verte. En effet, par rapport aux hommes

conservateurs, les femmes conservatrices sont deux fois moins susceptibles : 1) d'être en accord avec l'opinion que les programmes de redistribution du gouvernement rendent les gens paresseux; et 2) de croire que les gouvernements sont incapables de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces différences psychographiques entre les hommes et les femmes conservateurs peuvent expliquer, du moins en partie, pourquoi les conservatrices sont plus susceptibles d'appuyer une relance économique verte.

Finalement, dans le sondage *Climat en mutation 2020* différentes expressions pour présenter la relance verte ont été testées. On attribuait aléatoirement une version de la question ci-dessous à chaque répondant : « Êtes-vous fortement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou fortement en désaccord avec le fait que le gouvernement s'endette davantage pour financer [la reprise économique / une reprise économique verte / une reprise économique verte et juste pour tous]? ». L'idée derrière ce test était de voir si le public réagissait plus positivement lorsque les dépenses déficitaires étaient présentées comme « vertes » ou « vertes et justes » plutôt que par un terme neutre comme « reprise économique ». En général, nous n'avons trouvé aucune différence significative. Les taux d'appui étaient très similaires (autour de 60 %) pour chacune des trois expressions. Notre interprétation est que l'opinion publique est fortement favorable aux dépenses déficitaires dans le but d'aider l'économie canadienne, sans égard à la façon dont elles sont présentées.

Nous avons ensuite testé les effets différentiels des diverses présentations (expressions utilisées) de la question et de l'appui aux dépenses déficitaires. Bien que nous n'ayons pas trouvé de différence importante, nous avons remarqué que l'expression « reprise juste et verte pour tous » produit de meilleurs résultats que l'expression « reprise économique verte » chez différents groupes, dont les adeptes du NPD, vers la gauche. Les différences ne sont pas marquées, mais elles sont constantes, ce qui porte à croire qu'il vaut mieux présenter les dépenses de lutte contre la pandémie dans le cadre d'enjeux de justice et d'équité plutôt qu'exclusivement dans le cadre de la décarbonisation de l'économie canadienne ou d'autres avantages écologiques.

## Discussion et principales découvertes

La pandémie de COVID-19 a sérieusement perturbé l'économie et la société canadiennes. Elle a aussi créé une occasion d'accélérer la transition du Canada vers un avenir où on émet peu de carbone. Selon notre analyse du sondage *Climat en mutation 2020*, au chapitre des dépenses de lutte contre la pandémie, il y a autant de résidents qui préféreraient que les projets écologiques soient priorisés qu'il y en a qui préféreraient qu'on remette sur pied les industries et les entreprises existantes. Cela correspond sensiblement à ce qu'EcoAnalytics a trouvé dans le cadre de ses groupes de discussion de 2020, soit que, lorsqu'on le leur a demandé, des répondants ont dit voir la pandémie comme une occasion d'accélérer la transition vers un avenir carboneutre, bien que beaucoup voulaient en savoir plus sur la façon dont on y arriverait.

Notre analyse connaît plusieurs limites non négligeables. Premièrement, nous avons réalisé l'enquête à l'automne, avant que la deuxième vague de COVID-19 ne frappe le Canada de plein fouet et à un moment où la fatigue causée par la pandémie n'était pas à son sommet. Il serait intéressant de poser à nouveau cette question, en pleine deuxième vague de la pandémie et alors que plusieurs provinces ont imposé un confinement, pour voir si les appuis pour la priorisation des projets écologiques plutôt que pour la remise sur pied des industries et des entreprises existantes aussi rapidement que possible restent équivalents. Deuxièmement, la question dichotomique à choix forcé est éloquente, mais limitée quant à l'évaluation de la force des opinions. Si la question devait être répétée, les chercheurs pourraient envisager d'augmenter le nombre de réponses (en utilisant une échelle de Likert) afin d'évaluer la cristallisation des opinions; cela rendrait toutefois les nouvelles données moins comparables à nos données actuelles.

En dépit de ces limites, nos analyses nous ont permis de tirer un certain nombre de conclusions, que nous résumons ici :

1. Une large proportion des répondants préférerait que les projets écologiques soient priorisés au chapitre des dépenses de lutte contre la pandémie. En effet, nous avons découvert que presque la moitié d'entre eux (45 %) préférerait une relance verte, contre 55 % qui prioriseraient la remise sur pied des industries et des entreprises existantes aussi rapidement que possible. Bien que cela indique une division au sein de l'opinion publique, le degré de soutien pour les projets écologiques comme dépenses de lutte contre la pandémie est remarquable quand on considère les coûts psychologiques éminemment élevés de la



pandémie et le désir, bien compréhensible, de retourner à la « normale » dès que possible.

2. Les préférences en matière de dépenses contre la pandémie sont uniformes dans le pays, sauf en Alberta, où on trouve un appui nettement moindre (32 %) à la priorisation d'une relance verte.
3. D'un côté, la volonté de prioriser une relance verte est la plus grande chez les répondants qui votent pour le NPD fédéral (67 %), chez les personnes qui se situent vers la gauche politique (65 %), chez les diplômés universitaires (51 %), chez les femmes (49 %) et chez les électeurs des circonscriptions où le même parti tend à remporter les élections (48 %).
  - À l'opposé, nous avons trouvé qu'un nombre significativement inférieur de répondants prioriseraient une relance économique verte parmi les conservateurs (21 %), ceux qui se déclarent de la droite politique (26 %) et du centre politique (38 %), ceux qui vivent dans des circonscriptions électorales où la représentation change d'élection en élection (37 %), ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire (38 %) et les hommes (41 %).
  - Les partisans du PCC ne s'opposent pas tous à la priorisation d'une relance économique verte. En fait, les femmes partisans du PCC sont autant en faveur de l'utilisation de la pandémie comme une occasion de diversifier l'économie (investir dans les innovations, les énergies propres et la résilience des collectivités) que les femmes partisans du NPD fédéral et du PLC.
4. Le scepticisme face aux programmes de distribution gouvernementaux et celui face à la capacité des gouvernements de diriger la société vers un avenir carboneutre sont les deux caractéristiques psychographiques fortement associées à un faible appui à la priorisation d'une relance économique verte.
5. Même si les effets du choix de mots dans le cadre de la communication sur les dépenses de lutte contre la pandémie sont minimes (probablement en raison du vif intérêt du public pour la reprise économique, sans égard à la perspective empruntée), nous avons trouvé que l'appui augmente, auprès de certains groupes (notamment les adeptes du NPD), lorsque les communicateurs emploient l'expression « reprise verte et juste pour tous ».

## Recommandations

Selon ces résultats, nous proposons les recommandations qui suivent à ceux et à celles qui visent à consolider les appuis à une relance économique verte.

1. Visez des publics clés.
  - Mobilisez le soutien à une relance économique verte parmi les personnes qui sont de gauche, ont un diplôme universitaire et sont des femmes.
  - Consolidez les appuis parmi les groupes conservateurs de la population en vous adressant particulièrement aux conservatrices.
  - Concentrez vos communications en vue de la prochaine élection fédérale dans les circonscriptions potentiellement changeantes (où le soutien à la relance verte a tendance à être faible) tout en ciblant les femmes (qui ont tendance à davantage la soutenir).
2. Peaufinez votre message.
  - Étant donné que le scepticisme face aux programmes de redistribution du gouvernement et aux politiques pour le climat va de pair avec la volonté de ne pas prioriser les projets écologiques dans le cadre des dépenses de lutte contre la pandémie, cherchez des moyens de contrer ce type de scepticisme ou, à tout le moins, de ne pas le susciter. Par exemple, avez vos communications sur les solutions fondées sur la nature, et leurs vertus, qui font partie de ce que serait une « relance économique verte et juste » — cette approche sera plus à même d’interpeller un plus grand nombre de groupes de Canadiens.
3. Utilisez des expressions inclusives.
  - Bien que les preuves n’en soient pas claires, nous trouvons que, dans certains cas, les communications présentant une « relance verte et juste pour tous » sont plus efficaces que celles parlant seulement d’une « relance verte ». La pandémie a crûment mis en lumière la croissance des inégalités économiques et les résidents canadiens s’inquiètent du coût de la vie et de leurs finances personnelles. Si le mouvement écologique pouvait lier les projets écologiques aux préoccupations pour bâtir une société plus juste et équitable, cela pourrait être à son avantage. En même temps, les communicateurs environnementaux doivent se préparer à affronter

des opposants à la relance verte qui tenteront d'exploiter les inquiétudes financières des résidents canadiens en qualifiant les projets écologiques de nuisibles aux industries et aux entreprises existantes.

4. Testez l'emploi de « relance verte et juste pour tous » plutôt que seulement de « relance verte », car l'expression tient aussi compte d'autres préoccupations, soit celles de réduire les inégalités, d'aider autrui et de bâtir une société plus juste et équitable pour tous.

## Références

Andrijevic, M., Schleussner, C.-F., Gidden, M. J., McCollum, D. L., et Rogelj, J. (2020). COVID-19 recovery funds dwarf clean energy investment needs. *Science*, 370(6514), 298–300.  
<https://doi.org/10.1126/science.abc9697>

Ecker, U. K. H., Butler, L. H., Cook, J., Hurlstone, M. J., Kurz, T., et Lewandowsky, S. (2020).

Using the COVID-19 economic crisis to frame climate change as a secondary issue reduces mitigation support. *Journal of Environmental Psychology*, 70(101464).  
<https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2020.101464>

Gouvernement du Canada (2020). *Discours du trône: Un Canada plus fort et plus résilient*.  
<https://www.canada.ca/fr/conseil-prive/campagnes/discours-trone/2020/canada-fort-resilient.html>

## Annexe : Circonscriptions changeantes

Les répondants du sondage *Climat en mutation 2020* (n=1000) habitaient dans un certain nombre de circonscriptions très chaudes, voire changeantes. Notre analyse révèle que 73 des 130 répondants (plus de la moitié) qui habitaient dans une circonscription chaude lors de la réalisation de l'enquête vivaient en fait dans l'une des 14 circonscriptions électorales suivantes :

Cumberland-Colchester (N.-É.)	Windsor-Ouest (Ont.)
Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine (Qc)	Burnaby-Nord-Seymour (C.-B.)
Peterborough-Kawartha (Ont.)	Surrey-Sud-White Rock (C.-B.)
Okanagan-Sud-Kootenay-Ouest (C.-B.)	Cape Breton-Canso (N.-É.)
Victoria (C.-B.)	Miramichi-Grand Lake (N.-B.)
Saint John-Rothesay (N.-B.)	Brome-Missisquoi (Qc)
Québec (Qc)	Baie de Quinte (Ont.)

Les autres répondants catégorisés comme habitant dans une circonscription chaude vivaient dans ces circonscriptions :

Davenport (Ont.)	Chicoutimi-Le Fjord (Qc)
Flamborough-Glanbrook (Ont.)	Rivière-des-Mille-Îles (Qc)
Niagara-Centre (Ont.)	Windsor-Tecumseh (Ont.)
Winnipeg-Sud (Man.)	Longueuil-Saint-Hubert (Qc)
Sydney-Victoria (N.-É.)	Beauport-Limoilou (Qc)
Argenteuil-La Petite-Nation (Qc)	Berthier-Maskinongé (Qc)
Châteauguay-Lacolle (Qc)	Hochelaga (Qc)
Longueuil-Charles-LeMoyne (Qc)	Jonquière (Qc)
King-Vaughan (Ont.)	Shefford (Qc)
Niagara Falls (Ont.)	Trois-Rivières (Qc)
Richmond Hill (Ont.)	Kenora (Ont.)
Coquitlam-Port Coquitlam (C.-B.)	Kitchener-Conestoga (Ont.)
Fleetwood-Port Kells (C.-B.)	Port Moody-Coquitlam (C.-B.)
Nova-Ouest (N.-É.)	Fredericton (N.-B.)

Aucun de nos répondants n'habitait dans les cinq autres circonscriptions changeantes (où la victoire a été obtenue par une marge de moins de 5% aux élections fédérales de 2019) :

Sherbrooke (Qc)	Northumberland-Peterborough-Sud (Ont.)
Aurora-Oak Ridges-Richmond Hill (Ont.)	Cloverdale-Langley City (C.-B.)
Hastings-Lennox and Addington (Ont.)	